



ENDA ENERGIE

ENDA ENERGIE **à la croisée des transitions**



Rapport d'activités 2023-2024

SOMMAIRE

EDITORIAL : Emmanuel Seck, Directeur Exécutif	6
PREMIERE PARTIE : LES TRANSITIONS	7
1- Transition énergétique	7
Enjeux de la transition énergétique au Sénégal et	
Rôle stratégique de ENDA ENERGIE : Cas du JETP	7
Promotion des foyers améliorés au cœur de la transition énergétique	
et écologique du Sénégal : Plus de 200.000 foyers diffusés	8
Déploiement des «îlots solaires» pour la valorisation du lait	11
2- Transition agro-écologique.....	15
Promotion de périmètres fourragers et d'un modèle d'exploitation hybride	15
Formation des acteurs	18
3- Socialisation des transitions	23
Les Plans Climat-Énergie Territoriaux	23
L'Observatoire des Transitions Justes et Durables (OTJD)	
comme réponse stratégique aux enjeux socio-écologiques.....	23
DEUXIEME PARTIE : ACTIONS CLIMATIQUES	25
1- Pertes et Dommages : Quelle méthodologie consensuelle pour le Sénégal ?.....	25
2- Assurance indicielle	27
3- Accélération de la gestion intégrée de la résilience – AGIR.....	28
4- Processus de dialogue politique et de prospective technique.....	30
Co-construction de la Stratégie de long-terme de développement	
sobre en carbone et résilient au changement climatique 2050	
du Sénégal (LTS)	30
5- Diplomatie climatique de ENDA ENERGIE –	
De la COP28 à la COP29	32
La Semaine Climat-Énergie : une alternative de diplomatie climatique	
pour les acteurs non étatiques	32
Une mobilisation active en amont des négociations	32
Participation engagée à travers un plaidoyer renforcé.....	33
NOS RÉSEAUX ET PARTENAIRES	36

ENDA ENERGIE EN CHIFFRES



+ 40 années au service des communautés



+07 Bureaux
opérationnels

Saint-Louis, Kolda, Fatick, Mbour,
Sedhiou, Ziguinchor, Niger



+15 Pays
d'intervention



73 Collectivités locales
accompagnées



+05 Plateformes
numériques



+ 500 Personnes
formées
(moyenne annuelle)



+68 Coopératives
formalisées



21 Entreprises
sociales
créées



+387 Hectares
reboisés dans
les mangroves



+267

KWc de solaire installés



02 Applications
mobiles



+11 Réseaux
partenaires



+32000

Abonnés sur les
réseaux sociaux



+3754

Groupements de femmes
sensibilisés sur les foyers
améliorés.



+200.000

Foyers améliorés
distribués

54, rue Carnot, BP 3370, Dakar, Sénégal

(+221) 33 822 24 96 ou 33 822 59 83

Fax : (+221) 33 821 75 95

enda.energie@endaenergie.org

www.endaenergie.org

[enda.energie](https://www.facebook.com/enda.energie)

[@endaenergylinks](https://twitter.com/endaenergylinks)

[endaenergie](https://www.instagram.com/endaenergie)

[Enda Energie](https://www.linkedin.com/company/Enda-Energie)

Préface

Dans un environnement mondial où les crises environnementales, économiques et sociales sont interconnectées, les initiatives locales novatrices deviennent des outils indispensables pour une transition durable. En Afrique de l'Ouest, ENDA ENERGIE se positionne comme un acteur majeur au cœur des transitions énergétique, agro-écologique et socio-économique. Grâce à son engagement au sein de la communauté et à son savoir-faire technique, elle travaille à une transformation systémique des territoires en valorisant les énergies renouvelables, l'agroécologie et le renforcement des capacités locales. ENDA ENERGIE ne se limite pas à soutenir ou accompagner les évolutions : elle les encourage, en promouvant une justice sociale et climatique au bénéfice des populations les plus défavorisées.

Au cours de ces deux années 2023-2024, ENDA ENERGIE a montré qu'elle a fait ainsi le choix de reposer son approche de la transition (énergétique et agro-écologique) sur la socialisation à travers une transformation inclusive et équitable, enracinée dans les réalités locales. En articulant justice sociale, autonomie communautaire et accès aux énergies renouvelables, l'organisation place les populations au cœur des dynamiques de changement. À travers des initiatives concrètes, comme l'électrification rurale solaire liée aux activités agro-écologiques, ENDA ENERGIE démontre, à la croisée des chemins, qu'une transition juste et durable est possible si elle est co-construite avec les acteurs locaux, pour répondre simultanément aux défis climatiques, économiques et sociaux.

EDITORIAL :



Emmanuel SECK
Directeur Exécutif

La transition énergétique en Afrique de l'Ouest présente des enjeux importants, notamment en termes de développement socio-économique et d'accès à l'énergie durable. Toutefois, la région est gravement touchée par les bouleversements climatiques de plus en plus intenses et destructeurs pour les populations et les écosystèmes. Le dérèglement climatique sous diverses formes, sécheresses, inondations, canicules, etc. a fragilisé nos pays, creusé leurs dettes et affecté la vie de millions de personnes notamment dans les zones les plus vulnérables avec pour conséquences notamment des vagues de migrations et de déplacements. Ces dernières années, un certain nombre de pays du Sahel ont été frappés par de fortes poussées de chaleur qui ont dépassé par endroit plus de 48°C et entraîné des décès de personnes vulnérables. La corne de l'Afrique a connu à cette période une sécheresse ayant touché plus de 40 millions de personnes dont 30 millions en grave insécurité alimentaire et plus de 2 millions déplacés (UN, 2023). Et paradoxalement après une longue période de sécheresse, cette région connaît aujourd'hui des inondations avec son corollaire de victimes et de maladies. Le Sénégal n'est pas épargné par les aléas climatiques dont de fortes pluies ayant provoqué des inondations importantes et des crues le long du fleuve Sénégal.

Dans un tel contexte, l'urgence d'une action climatique ambitieuse est de rigueur pour s'attaquer de manière significative aux impacts climatiques et inverser le cours du réchauffement climatique. A la COP28, les pays se sont ainsi accordés sur la « transition vers l'abandon des combustibles fossiles ». Cette décision a marqué de fait un tournant pour un engagement devant expliciter l'accélération de l'action pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris avec une modification radicale des économies notamment des pays développés. Il faudra ainsi **conjuguer notre volonté sobriété carbone avec notre ambition de développement.**

Un autre enjeu crucial est l'accès à l'énergie, notamment à l'électricité dans les zones rurales. En 2022, le taux de personnes n'ayant pas accès aux services d'électricité en milieu rural était estimé à 45% dans la région d'Afrique de l'Ouest où les taux d'accès à l'électricité sont parmi les plus faibles du monde avec 42 % pour la population totale et 8 % seulement pour la population rurale. Paradoxalement, selon les experts, l'Afrique est dotée d'un potentiel énergétique considérable - 40 % du potentiel solaire mondial — mais elle n'en utilise actuellement qu'une infime partie.

En réponse à la nécessité de développer l'accès aux services énergétiques, ENDA ENERGIE a, dans le cadre de ses projets, déployé des unités solaires au nord, au centre et au sud du Sénégal pour la promotion de la filière lait, de l'accès universel à l'énergie et de l'irrigation solaire en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Le Sénégal, nouvellement producteur de gaz et de pétrole, est interpellé sur le choix d'exploitation de ses ressources fossiles qui devrait permettre une transition dynamique promouvant le financement des énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, et l'hydraulique.

La transition énergétique doit veiller à ce que les fardeaux et les avantages de l'action climatique soient répartis équitablement entre les différentes communautés et groupes socio-économiques. Cela comprend le soutien aux travailleurs et aux communautés touchés par la transition vers l'abandon des combustibles fossiles, la promotion de la création d'emplois verts décents et la prise en compte des préoccupations en matière de justice environnementale.

Dans l'ensemble, les politiques climatiques efficaces doivent être globales, ambitieuses et alignées sur les principes de durabilité, d'équité et de résilience pour relever les défis complexes à la croisée des chemins des transitions.

PREMIERE PARTIE : LES TRANSITIONS

1- TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Sénégal, à l'instar de nombreux pays africains, se trouve à un tournant décisif de son développement énergétique. La demande en énergie étant en constante progression, le pays a fait, ces dernières années, le choix d'une transition énergétique de réduire sa dépendance aux énergies fossiles, améliorer l'accès à l'électricité, et promouvoir les énergies renouvelables.

Cette orientation stratégique s'inscrit dans une volonté de concilier développement économique, inclusion sociale et préservation de l'environnement pour répondre à la double nécessité de satisfaire cette demande énergétique croissante et un développement bas carbone. Doté d'un potentiel important d'énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, et biomasse, ...), et soutenu par des politiques publiques volontaristes, le Sénégal s'est résolument engagé dans la construction d'un avenir énergétique durable.

Cette transition énergétique repose sur un objectif d'augmentation de la part des énergies renouvelables de 40% du mix électrique d'ici 2030, à travers une diversification des sources, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'accès universel à une énergie propre et abordable. Dans cette dynamique ambitieuse, les organisations non gouvernementales jouent un rôle clé. En complément des efforts de l'État, elles participent à la sensibilisation des populations, au financement de projets à l'échelle locale, à la formation des acteurs communautaires, ainsi qu'à la mise en œuvre d'initiatives innovantes dans les zones les plus fragiles. Leur implication renforce le caractère inclusif et participatif de cette transition, en plaçant l'humain et le développement local au centre des préoccupations. A cet effet, l'accompagnement des ONG comme ENDA ENERGIE en particulier constitue un levier essentiel pour garantir le succès de la transition énergétique au Sénégal.

Enjeux de la transition énergétique au Sénégal et Rôle stratégique de ENDA ENERGIE : Cas du JETP

En juin 2023, le Sénégal a signé avec un groupe de partenaires dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et l'Union européenne un **Partenariat pour une transition énergétique** juste (JETP, Just Energy Transition Partnership). L'objectif de cet accord est de mobiliser des financements publics et privés pour accélérer le développement des énergies renouvelables, tout en assurant une transition

équitable pour toutes les communautés. Il vise, entre autres, à permettre au pays de réduire la part des combustibles fossiles dans le mix énergétique et atteindre son objectif de 40 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique en 2030 ; à rendre effectif l'accès universel à l'électricité, à favoriser la création d'emplois verts, et à développer un partenariat multi acteur avec une implication des communautés locales dans la planification et la gouvernance énergétique.

Ainsi, au-delà de l'objectif de transformation du secteur de l'énergie, ce partenariat a offert à ENDA ENERGIE qui œuvre depuis 40 ans pour l'accès durable à l'énergie en lien avec la justice sociale, l'autonomisation des communautés et la protection de l'environnement, l'occasion d'agir comme interface entre les politiques publiques, les acteurs institutionnels, les populations locales et les bailleurs internationaux.

Dans le cadre du JETP, elle assure un rôle stratégique, notamment à travers :

a. Un Appui technique et institutionnel aux politiques publiques : co-construction d'une vision nationale intégrée

ENDA ENERGIE accompagne les autorités locales et les communautés dans l'élaboration de stratégies de transition énergétique décentralisée. Elle participe aussi aux discussions politiques et techniques autour du JETP en apportant une expertise locale, des données de terrain, et en facilitant la concertation multi-acteurs (institutionnels, collectivités locales, secteur privé, société civile, recherche, organisations communautaires de base, ...) visant à définir une stratégie nationale "bas carbone et résiliente". Elle contribue à l'élaboration de politiques inclusives à travers des recherches, des notes d'analyse en vue de l'intégration des visions à court et long terme pour une transition bas carbone.

b. Une Veille sur la Transparence et la Redevabilité

En tant qu'organisation de la société civile, ENDA ENERGIE joue un rôle de facilitateur et médiateur, veillant à ce que les engagements du JETP soient mis en œuvre de manière transparente, équitable et en phase avec les besoins des populations. L'organisation assure un suivi citoyen et veille à ce que les principes de transparence, redevabilité et participation citoyenne soient respectés dans la mise en œuvre du JETP. Elle impulse des mécanismes de suivi communautaire et de veille sociale.

c. Intégration des groupes vulnérables

Elle veille à ce que les femmes, les jeunes et les zones rurales soient intégrés dans les projets d'énergies renouvelables, notamment via des programmes d'entrepreneuriat vert et de formation professionnelle.

En plaçant l'humain au cœur des politiques énergétiques, ENDA ENERGIE contribue à bâtir une transition véritablement juste, participative et transformative. Son engagement à travers le JETP, vise à en faire un levier puissant pour une nouvelle ère énergétique au Sénégal. Fort de cet engagement, ENDA ENERGIE a lancé le projet Opérationnalisation des Processus de Transition Énergétique (OPTE) pour soutenir la transition énergétique au Sénégal dans le cadre du JETP.

Ce projet financé par la Fondation Ford cible tout particulièrement les zones rurales, où l'accès à l'électricité reste limité et les coûts de production élevés.

Promotion des foyers améliorés au cœur de la transition énergétique et écologique du Sénégal :

Plus de 200.000 foyers diffusés

Durant les deux dernières années (2023 et 2024), ENDA ENERGIE a davantage mis au premier plan la promotion des foyers améliorés (FA) dans son approche de la transition énergétique et écologique du pays. C'est ainsi que le projet "Promotion de Renforcement de l'Accès aux Foyers Améliorés" a intensifié ses activités en tant qu'initiative visant à réduire la consommation de bois de chauffe et de charbon, à limiter la déforestation et à améliorer la qualité de vie des populations cibles, notamment des femmes.

Ce programme de promotion des foyers améliorés qui a été mis en œuvre dans 5 régions du Sénégal, à savoir, Fatick, Saint-Louis, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, s'inscrit dans une approche intégrée des problématiques énergie, climat et développement qui visait à répondre efficacement aux besoins énergétiques des ménages et à la nécessité urgente de lutter contre la pression exercée sur le couvert forestier.

Objectifs et impacts

L'objectif général du projet était de soutenir la croissance de la vente des foyers améliorés afin d'accélérer la transformation du marché et de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) au titre du climat, la lutte contre la dégradation de l'environnement et la création d'emplois verts pour les jeunes et les femmes, dans le contexte de transition énergétique juste et durable.



De manière spécifique, il s'agissait de :

- 1- Renforcer le réseau de distribution de foyers améliorés par l'intermédiaire d'entrepreneurs du dernier kilomètre ou Last Miles Entrepreneurs (LME), des groupements de femmes dans les régions d'intervention.
- 2- Soutenir la vente des foyers améliorés pour équilibrer le niveau de distribution entre les zones rurales et urbaines.
- 3- Vulgariser les foyers améliorés à travers des activités de sensibilisation (démonstrations culinaires, animations-vente, caravanes) et de communication via les Tv et radios communautaires.

Ainsi, la mise en œuvre du programme a permis de développer des stratégies et bonnes pratiques visant l'atteinte de ces objectifs. Ces stratégies et bonnes pratiques portent notamment sur l'expansion de la chaîne de production et de distribution, la formation des différents acteurs et la sensibilisation des consommateurs.





Des stratégies de vente par exemple ont été bâties de manière inclusive avec des partenaires et opérateurs locaux dont les GPF et les LME, de même qu'à travers l'identification de mécanismes de financement alternatifs (microfinance, épargne, subventions, caisses AVEC (Association villageoise d'Epargne et de Crédit, etc.). Ces opérateurs locaux du projet ont été choisis et formés avec le concours des autorités administratives et locales. En prenant l'exemple des LMEs, ils ont été identifiés et sélectionnés sur la base de critères en lien avec les objectifs et résultats attendus avec l'appui des Chambres de métiers et Chambres de commerce, ARDs, CDEPS et conseils communaux et départementaux de la jeunesse.

Ces stratégies et bonnes pratiques ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- Plus de 115 LME devenus actifs dans la vente de foyers améliorés dont 60% sont des filles ;
- Plus de 3500 Groupements de femmes sensibilisés et plus de 1100 directement impliqués dans la vente de FA ;
- Plus de 165000 foyers améliorés diffusés dans les cinq régions d'intervention (Fatick, Saint-Louis, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor) ;
- Plusieurs sessions de formation ont été faites sur la base des besoins identifiés et d'ateliers de communautés de pratiques organisés au profit des LME et GPF en entrepreneuriat, leadership féminin gestion financière et normes de qualité des FA ;
- Des milliers de séances de démonstrations culinaires ;
- Plus d'une centaine de caravanes de sensibilisation et de séances d'animation-ventes ;
- Etc.



Ainsi des activités de formation, sensibilisation, mise en relation et facilitation, et mobilisation sociale ont été menées au profit des différentes cibles du projet. Les approches de marketing social et de communication pour un changement de comportement ont été au cœur du dispositif en s'appuyant sur la facilitation opérée par des leaders d'opinion, des GPF champions et des LME.

La promotion des foyers améliorés au Sénégal constitue une stratégie efficace pour lutter contre la déforestation, réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer les conditions de vie des populations. Grâce à l'engagement du gouvernement, des partenaires et des communautés locales, ce programme contribue activement à la transition énergétique du pays.

Renforcer la résilience socio-écologique des communautés de mangrove au Sénégal : une approche intégrée entre reboisement et entrepreneuriat féminin

Le projet Améliorer la résilience socio-écologique des communautés de mangroves au Sénégal (RESICOM), mis en œuvre par ENDA ENERGIE au cours de l'année 2024 avec l'appui de Mitsubishi Corporation, est intervenu dans un contexte de dégradation avancée des écosystèmes de mangrove dans les zones insulaires. Ces milieux, essentiels pour la biodiversité et les moyens d'existence des populations, subissent une forte pression due à la déforestation et aux effets du changement climatique. Pour y répondre, le projet a adopté une approche innovante combinant restauration écologique et développement d'activités génératrices de revenus. L'axe central de cette approche a consisté à **doter les bénéficiaires de kits de démarrage** constitués de foyers améliorés. Ces kits ont permis aux 12 groupements féminins impliqués, d'organiser la vente de foyers, de générer des revenus, de constituer un fonds de roulement et de renforcer leurs capacités entrepreneuriales. Les bénéfices économiques générés ont contribué à réduire la dépendance vis-à-vis de l'exploitation du bois de mangrove, tout en améliorant les conditions de vie. Des caisses d'épargne « Jambaars » ont été mises en place, et un magasin de stockage a été attribué au groupement le plus performant, situé à Bany, pour faciliter la commercialisation.



En parallèle, la **composante reboisement de mangroves** a permis de dépasser les objectifs initiaux. Ainsi, **27 hectares ont été reboisés en 2024** dans les Aires Marines Protégées (AMP) de Bamboung et d'Ufuyaal Kassa Bandial, contre 20 hectares prévus. Cette réussite repose sur une mobilisation communautaire forte, impliquant femmes, jeunes filles et garçons, et sur une démarche participative de reboisement communautaire.

Au total, le projet a permis :

- La diffusion de 1 270 foyers améliorés (contre 1 000 prévus) ;
- La formation de 24 membres de groupements féminins en entrepreneuriat et dynamique organisationnelle ;
- La sensibilisation de 454 femmes à travers 13 séances de démonstrations culinaires ;
- Le renforcement du capital social et économique des communautés locales.

En conjuguant restauration écologique et autonomisation économique, le projet a démontré qu'il est possible de protéger durablement les mangroves tout en améliorant les conditions de vie des populations qui en dépendent.





Moulin solaire des femmes handicapées de Rufisque

L'accès à l'énergie reste un défi majeur pour la plupart des communautés locales, autant pour les usages productifs que sociaux et domestiques. La majorité des exploitations familiales et communautaires et des TPME situées dans les zones rurales plus particulièrement ont des difficultés d'accès à l'électricité ou de paiement de leurs factures électriques représentant plus de 60% de leurs charges. Cette situation constitue un frein important aux activités de production, de transformation, de conservation et de transport dans les principaux bassins de production agricoles. A cela s'ajoute l'enclavement de certaines zones, créant également des pertes de production incommensurables, une réduction de la valeur ajoutée et un véritable manque à gagner, ce qui met en péril la viabilité des activités économiques locales.

Ainsi l'urgence de satisfaire les besoins alimentaires de plus en plus croissants des communautés et la nécessité d'améliorer leurs conditions de vie, poussent à l'usage effréné de technologies polluantes et de pratiques de production non conformes à la protection de l'environnement. Ces dernières ont accéléré la dégradation environnementale et exacerbées les effets et impacts imprévisibles liés au changement climatique. C'est pourquoi il est impératif de trouver des méthodes de lutte efficaces et des moyens de résilience pour les communautés.

Ainsi en réponse aux demandes latentes en services énergétiques, ENDA ENERGIE a inscrit ses actions de terrain sur une trajectoire de transition énergétique juste, car elle promeut des solutions énergétiques propres basées sur les systèmes solaires photovoltaïques et l'efficacité énergétique avec la promotion des foyers améliorés.

Au courant de cette dernière décennie, ENDA ENERGIE a notamment lancé l'initiative "Souveraineté Énergétique pour la Souveraineté Alimentaire (SESAL)", visant à promouvoir l'accès aux services énergétiques modernes et propres dans les zones locales de production. Dans ce cadre, beaucoup d'actions ont été mises en œuvre au cours de ces deux dernières années à travers différents projets tels que Energie-Fourrage et Lait, « DOYLU », Business ENERGY, PDEC, Amélioration des chaînes de valeur agricoles par l'intégration de l'énergie propre « EDOYLU », NAATANGE, RFA. Ces projets ont fortement contribué à la promotion de modèles économiques innovants pour le développement des chaînes de valeur agricoles, en tant qu'initiatives de transition à la fois énergétique et agroécologique.

Pour le volet électricité, aujourd'hui ENDA ENERGIE totalise une puissance de 267 kWc installés grâce à la mise en place d'un modèle économique de promotion des chaînes de valeur agricoles (lait, fourrage, horticulture, ...) dans le cadre de l'initiative SESAL. Ceci a conduit à la solarisation d'infrastructures à usages productifs telles que les périmètres fourragers et horticoles et des unités de transformation du lait entre autres, mais aussi la promotion des systèmes solaires photovoltaïques domestiques (SHS) pour la satisfaction des besoins sociaux de base (éclairage, communication audiovisuel, ventilation ...).

Dans la zone Sud, par exemple à Kolda, trois (3) forages alimentés par des groupes électrogènes ont été remplacés par des systèmes solaires, pour rendre autonome en énergie et rentables les périmètres agricoles, dont le carburant occupait plus de 60% des charges d'exploitation. Ces systèmes solaires ont été installés dans les villages de Soulabay, Guiré Yéro Bocar et Pata dans la région de Kolda.

A Pata, un système solaire photovoltaïque d'une capacité de 35 kWc a été installé. Cette mini-centrale solaire assure l'alimentation du forage avec un débit de 83m³/h.



Forage de Pata (35kWc), dép. de Médina Yoro Foulah, Région de Kolda



Installations solaires de Soulabaly (35kWc), dép. de Médina Yoro Foulah, Région de Kolda



Installation solaire dans le périmètre fourrager de Guiré Yoro Bocar (35kWc), département de Kolda, région de Kolda

Transition énergétique et agro-écologique de ENDA ENERGIE dans la région de Fatick

Dans la zone Centre, Fatick, à travers le projet FETEE (Femmes Engagées pour la Transition Energétique et l'Eau) en collaboration avec le réseau Suxali Jiggen, ENDA ENERGIE a, en 2024, équipé 9 GIE du secteur agro-alimentaire de systèmes solaires pour des usages productifs avec une puissance de 9,3 kWc. Ce projet financé par WECF France, a permis à plus de 150 femmes membres de ces GIE de bénéficier d'un renforcement de capacités techniques sur l'utilisation des équipements solaires pour la gestion optimale et durable de l'eau. Grâce à cette transition énergétique, il est attendu en plus de l'autonomie énergétique une augmentation des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux.

TABLEAU ET PHOTOS DES ÉQUIPEMENTS SOLAIRES

LOCALITES	EQUIPEMENTS INSTALLES	GIE BENEFICIAIRES	PUISSANCE ELECTRIQUE Watt
SIMAL	POMPE SOLAIRE	Union des femmes de Simal	870
FIMELA	MOULIN DE CEREAL SOLAIRE	GIE des femmes dynamiques	870
DJILOR	CONGELATEUR SOLAIRE	GIE NANOR	870
OUAKAM	CONGELATEUR SOLAIRE	GIE LEEPAN	870
GRAND YOFF	POMPE SOLAIRE	GIE de grand Yoff	570
PARCELLES ASSAINIES	POMPE SOLAIRE	GIE de femmes	285
KEUR MASSAR	POMPE SOLAIRE	Chingo	570
RUFISQUE	MOULIN DE CEREAL SOLAIRE	Sœurs Jumelles	4000
RUFISQUE	MOULIN DE CEREAL SOLAIRE	Association des femmes handicapées de Rufisque	435
TOTAL		9 GIE	9340



Pompage solaire de Grand Yoff



Pompe solaire du périmètre maraîcher des femmes de Simal



Moulin du GIE **SŒURS JUMELLES** de Rufisque



Congélateur solaire du GIE LEEPAN



Moulin de Fimela



Congélateur solaire de Djilor

2- TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE

La dégradation des sols, les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'insécurité alimentaire constituent des défis majeurs qui poussent le Sénégal à s'engager progressivement dans une transition agroécologique pour un développement plus durable, résilient et équitable. Ce changement de paradigme vise à réconcilier agriculture, environnement et société en valorisant les savoirs locaux, les pratiques durables et la résilience des écosystèmes. L'agroécologie s'impose comme une réponse concrète aux limites du modèle agricole intensif hérité de la révolution verte. Portée par des organisations de la société civile, des chercheurs, des agriculteurs et appuyée de plus en plus par les politiques publiques, cette transition agroécologique se construit pas à pas, à travers des expériences locales innovantes qui ouvrent la voie à une souveraineté alimentaire durable au Sénégal. Elle s'appuie sur la transition énergétique, axée sur la promotion des énergies renouvelables et l'accès équitable à l'énergie comme maillon essentiel pour accompagner cette transformation. Ainsi, les énergies renouvelables jouent un rôle important et constituent le point de jonction et le levier essentiel entre les deux transitions énergétique et agro-écologique.

ENDAENERGIE répond à cet objectif de transformation depuis des décennies en inscrivant son action dans la promotion des énergies renouvelables pour l'autonomie énergétique des territoires. En matière de transition agroécologique, ENDA ENERGIE œuvre pour une approche intégrée qui articule 'souveraineté énergétique, développement agricole durable, et sécurité alimentaire et nutritionnelle'.

À travers des projets concrets, des plaidoyers

politiques et un accompagnement des acteurs locaux, l'organisation contribue à ancrer la transition agroécologique dans une perspective de justice climatique et de renforcement des capacités communautaires fondée sur les savoirs locaux, l'innovation sociale et la durabilité.

Durant ces deux dernières années, ENDA ENERGIE a mis un accent particulier sur la promotion de l'agroécologie en mettant en place une quinzaine de périmètres fourragers et horticoles, ce qui a permis de valoriser plus de 100 ha de terre aménagés et exploités à travers des pratiques agro-écologiques. Ces unités économiques locales mobilisent plus de 500 personnes qui y gagnent des revenus.

Promotion de périmètres fourragers et d'un modèle d'exploitation hybride

Dans la zone sud, plus précisément à Kolda, trois (3) grands périmètres fourragers et horticoles de 10 ha chacun, soit 30 ha sont mis en valeur. Ces périmètres aménagés, d'une puissance de plus de 105 KWc installés dans la région de Kolda, sont équipés de systèmes d'irrigation.

Dans les différents périmètres le modèle d'exploitation hybride est promu suite aux recommandations des autorités administratives en l'occurrence le préfet de Medina Yoro Foulah (MYF), Mr Alioune Badara MBENGUE. Selon lui, « le constat dans la zone est que les périmètres communautaires échouent pour la plupart, alors que les périmètres individuels réussissent. Je recommande d'intégrer un privé dans l'exploitation des grands périmètres ».





Ainsi, ce modèle hybride consiste à associer le modèle d'exploitation communautaire au modèle d'exploitation privée. La communauté organisée en GIE mis en place par la commune, exploite une partie (environ 4 ha) en fonction de ses capacités. Le reste a été confié à un acteur privé qui privilégie l'emploi de la main-d'œuvre locale. A Pata, un partenariat a été noué avec la Ferme OUROCAL de Ziguinchor

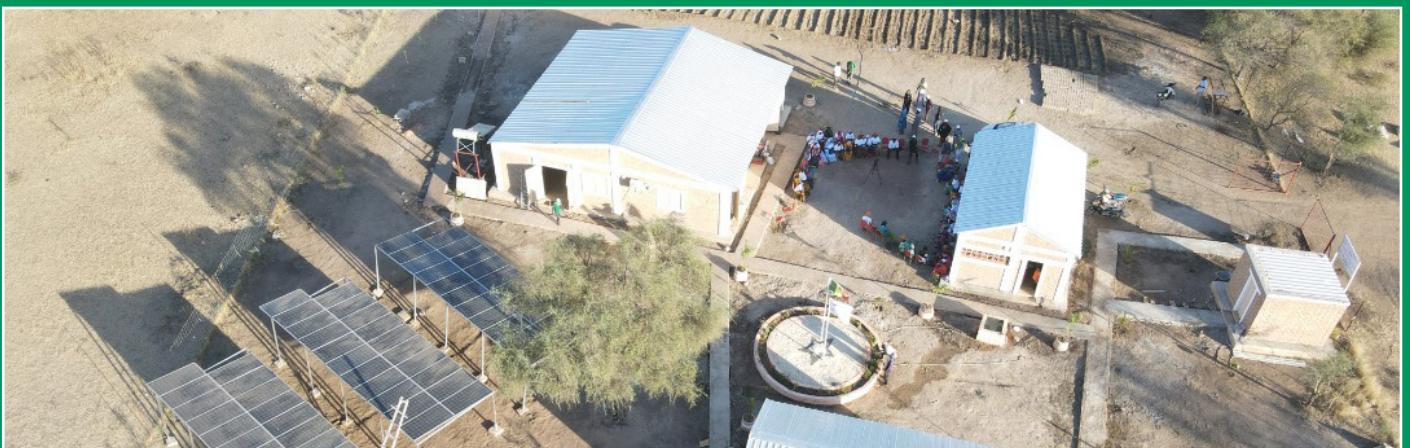
qui a déployé de jeunes techniciens agricoles sur le terrain pour assurer la production et accompagner la communauté. A Soulabaly et Guiré Yéro Bocar, la partie privée est attribuée aux éleveurs, notamment pour la production de fourrage. L'intérêt de ce modèle hybride réside dans la modernisation et l'optimisation de la production, tout en assurant la rentabilité et la pérennisation des périmètres.



Dans la zone centre :



Installation du champ photovoltaïque de 11kWc du forage de la ferme de Téourou Boulal – Région de Fatick dans la zone centre.



Le Centre d’Affaires Villageois (CAV) de Keur Fab Tine (Mbar) sur une superficie de 3600m² abritant une installation solaire de 20 kWc

Formation des acteurs

Pour impulser davantage la dynamique entrepreneuriale, un renforcement des capacités en agroécologie a été dispensé aux bénéficiaires chargés de l'exploitation des différents périmètres. Les participants ont ainsi acquis des connaissances pratiques et des compétences techniques essentielles pour optimiser leurs pratiques horticoles, à travers des sessions de formation portant sur :

- la production fourragère et horticole,
- la production laitière, l'hygiène et la qualité de la collecte de lait, la transformation des produits locaux (lait, fruits et légumes),
- l'énergie photovoltaïque,
- la gestion administrative et financière,
- l'élaboration de business plans,
- la technique de vente et le design thinking.

Ainsi, vingt (20) femmes membres des GIE de Pata ont acquis des connaissances théoriques et pratiques pour transformer les fruits et légumes.

Impacts

Grâce au projet DOYLU-2 financé par le programme REUSSIR / GIZ, ENDA ENERGIE a pu intervenir dans dix zones du Sénégal dont 5 au nord (Saldé, Taredji, Sownabé, Diagnoum et Diéri gaé) et 5 au Sud (Diambanouta, Saré Samba Tchicka, Anambé, Guiré Yoro Bocar et Soulabaly). Sa mise en œuvre a permis d'atteindre des résultats considérables, avec notamment :

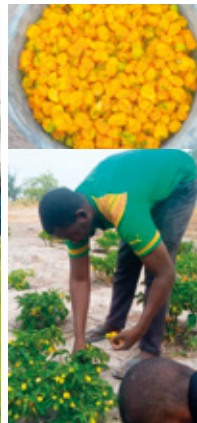
- **Le développement d'une dynamique entrepreneuriale locale** avec l'incubation de plus 400 jeunes et femmes répartis dans les domaines de la production fourragère, la production et transformation laitière, l'énergie solaire, l'entrepreneuriat et le design thinking. Par ailleurs, **53 micro-entreprises** ont été accompagnées dans leur mise en place et le coaching (**44 coopératives, 3 GIE et 6 entrepreneurs individuels**), avec une mise en relation facilitée avec des institutions financières telles que CORIS Bank International, la DER et le FONGIP, impliquées dans le financement de ces jeunes opérateurs ;

- **La mise en valeur de six (6) nouvelles unités économiques (UE)** dont quatre périmètres agricoles représentant un total de 30 hectares et deux mini-farmes laitières. Ces nouvelles unités viennent s'ajouter à la consolidation des dix premières UE mises en place lors de la phase DOYLU-1 (périmètres, mini-farmes et laiteries). Leur exploitation est facilitée par des équipements en aménagements hydro-agricoles, systèmes de pompage solaire, petit matériel agricole et une logistique adaptée ;

- **L'amélioration des conditions de travail et la création de plus de 150 emplois directs et 200 emplois indirects** dans cette seconde phase grâce à l'exploitation des infrastructures mises en place. En 2023, la production a été estimée à 178 tonnes de fourrage, 200 tonnes de lait, en plus du piment (800 kg), gombo (1,8 tonnes) soit une valeur estimée à 70.000.000 FCFA.



Collecte et conservation du fourrage (mise en sacs)



Récolte de gombo et piment des aménagements horticoles

CHAÎNE DE VALEUR LAIT :

Mise en place de deux mini fermes laitières de 10 vaches à Diambanouta (sud) et à Taredji (nord) :

Cette initiative vise à renforcer le dispositif de production et de collecte de lait dans les bassins de production. Elle a surtout pour objectif d'inciter un changement de pratiques chez les éleveurs traditionnels, dont les méthodes, souvent peu rentables et contraignantes, limitent les performances. L'ambition est de favoriser l'émergence de véritables producteurs laitiers, distincts des éleveurs classiques. Pour y parvenir, la stratégie repose sur l'acquisition de vaches laitières capables de produire au moins 10 litres de lait par jour, en comparaison aux 1,5 litre/jour fournis par la race N'Dama du Sud.

Cette approche, combinée à des formations adaptées, a motivé plusieurs éleveurs à investir dans des vaches métisses, importées d'Europe, mieux adaptées aux exigences de la production laitière moderne.

Ainsi, en 2024, la production laitière des coopératives accompagnées par ENDA ENERGIE est estimée à 158 047 litres, générant un chiffre d'affaires de **71 120 925 FCFA**, au bénéfice de **159 familles de producteurs**.

Actions du projet Naatangué : Transformation, Distribution et Commercialisation des produits laitiers au sud du Sénégal.



Il a permis de renforcer la dynamique entrepreneuriale de modernisation et professionnalisation de la chaîne de valeur lait, notamment par :

- la densification de la formation en production laitière dans la zone de Kolda
- le renforcement de la dynamique organisationnelle et la formalisation des coopératives d'éleveurs.



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Naatangué », des assemblées générales (AG) constitutives des coopératives de producteurs de lait ont été organisées pour la formalisation d'une dizaine de regroupements, en étroite collaboration avec la

Direction régional du développement rural (DRDR). Ces activités s'inscrivent dans une perspective de création d'une faitière pour la gestion de l'unité de transformation laitière à Kolda.



• Encadrement et coaching des entrepreneurs :

Une session de formation de microentreprises a été organisée au profit de 19 microentreprises

(plateformes ou centre de collecte de lait) mises en place dans la zone dans le cadre du Progrès-lait





• Visites d'échanges

Dans la perspective de développer la créativité des jeunes en favorisant l'apprentissage de nouvelles compétences ou de nouvelles technologies, des voyages d'étude ont été organisés au profit des jeunes entrepreneurs et des start-ups du projet DOYLU. Il s'agissait plus spécifiquement de leur permettre de trouver de nouvelles idées, de rencontrer et d'échanger avec des leaders inspirants, de découvrir de nouvelles pratiques mais aussi de transmettre leurs connaissances, d'entretenir la réflexion dans leur domaine et surtout les motiver davantage dans la voie de la réussite.

- Dans la zone nord, visites de : AGRILACTIS, La ferme de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, La Ferme de Malick SOW, La Ferme de Ngui Nguélakh, et La ferme de Balla Kane.

- Au sud : Les visites d'échanges ont eu lieu dans les périmètres fourragers de Diambanouta et de Soulabaly.



TÉMOIGNAGES :

Souleymane Diamanka (ancien Maire de Ndorna) : le gain obtenu a surpris positivement les membres de la coopérative. Selon l'ex-Maire de la commune de Ndorna, « l'argent obtenu en si peu de temps est sans doute lié à la maîtrise de l'énergie. Avec le solaire nous n'avons dépensé aucun franc en gasoil, qui constituait l'une des dépenses les plus importantes de la ferme auparavant. Ce qui avait conduit d'ailleurs à l'arrêt des activités. Avec une production de 400 kg par semaine équivalent à 800 000 FCFA, nous avons de quoi nourrir nos familles et s'occuper de l'éducation de nos enfants ».

Mme Barry (secrétaire de la coopérative Moussa Molo de Soulabaly) : « la solarisation du périmètre nous a permis pour la première fois depuis la mise en place du périmètre d'épargner. Actuellement chaque femme obtient au moins 25.000 FCFA par récolte et



ce revenu impacte directement l'alimentation surtout des enfants, la préparation de l'ouverture des écoles, bref l'amélioration de nos conditions de vie ».

• la promotion de l'éco-construction

Compte tenu des conditions climatiques, il promeut l'entrepreneuriat l'utilisation des matériaux locaux pour

la réalisation de constructions bioclimatiques plus adaptées dans la zone.

La réalisation d'une unité de transformation laitière en écoconstruction avec du BTC.



3- SOCIALISATION DES TRANSITIONS

A travers :

Les Plans Climat-Énergie Territoriaux

Face aux pressions climatiques, écologiques, énergétiques et économiques, la territorialisation et la socialisation des dynamiques de transition apparaissent comme des leviers stratégiques pour garantir la durabilité et l'inclusivité des trajectoires de développement. ENDA ÉNERGIE s'inscrit pleinement dans cette logique en travaillant en étroite collaboration avec les collectivités locales dans la conception et la mise en œuvre des Plans Climat-Énergie Territoriaux (PCET).

Ainsi, les villes de Dakar, Pikine et l'intercommunalité de la Petite Côte (Malicounda, Mbour, Ngaparou, Saly et Somone) ont bénéficié d'un appui technique et stratégique afin de définir des trajectoires de développement sobre en carbone, résilientes et génératrices d'emplois verts.

La démarche participative adoptée a permis non seulement d'intégrer les réalités locales et les savoirs communautaires, mais aussi de favoriser l'appropriation des enjeux climatiques par les populations. Cette implication citoyenne est au cœur de la socialisation des transitions, en faisant des habitants des acteurs clés de la résilience urbaine et de l'émergence d'économies locales durables.

Les PCET, en tant qu'outils de planification, facilitent la mise en synergie des politiques sectorielles (transport, énergie, gestion des déchets, agriculture urbaine) et permettent d'opérationnaliser les engagements climatiques internationaux à l'échelle locale. Cette approche intégrée et inclusive contribue à une transition équitable, réconciliant les exigences environnementales avec les besoins économiques et sociaux des territoires.

En somme, la socialisation des transitions à travers les PCET est un levier essentiel pour bâtir des villes et des communes résilientes, solidaires et innovantes, au service d'un avenir durable pour tous.

L'Observatoire des Transitions Justes et Durables (OTJD) comme réponse stratégique aux enjeux socio-écologiques

Dans un monde confronté à l'urgence climatique, à des inégalités sociales persistantes et à une pression croissante sur les ressources naturelles, la nécessité de repenser les modèles de développement pour les rendre à la fois plus durables et plus équitables s'impose avec force.

Pour des pays comme le Sénégal, la transition énergétique et agroécologique s'impose comme une nécessité. Mais sa mise en œuvre soulève des défis majeurs : comment garantir la justice sociale, assurer une véritable participation citoyenne et respecter l'équité entre les territoires ?

Consciente de ces enjeux, ENDA ENERGIE, en partenariat avec d'autres acteurs engagés, a lancé **l'Observatoire des Transitions Justes et Durables (OTJD)**. Ce dispositif vise à promouvoir des réponses inclusives, ancrées dans les réalités locales, afin que ces transitions bénéficient à toutes et à tous.

Nécessité stratégique dans un contexte de socialisation des transitions

Les transitions énergétique et agroécologique ne peuvent être pensées uniquement sous un prisme technocratique ou économique. Elles touchent au cœur des dynamiques sociales, des modes de vie et des systèmes de production des populations. Elles doivent faire face aux défis structurels tels que la pauvreté, les inégalités socio-économiques, l'accès limité à l'énergie propre, et la marginalisation des communautés locales dans les processus décisionnels. D'où la nécessité d'une « socialisation des transitions » qui implique donc une réappropriation de ces processus par les communautés elles-mêmes, à travers des mécanismes de participation, de dialogue, de contrôle citoyen et d'inclusion. Les transitions énergétique et agroécologique doivent donc être pensées dans une perspective de justice sociale durable.

Face à cette réalité, ENDA ENERGIE a identifié un vide : le manque d'outils de suivi, d'analyse critique et de plaidoyer sur la mise en œuvre des transitions énergétique et agroécologique en Afrique, en particulier dans une optique de justice sociale et d'inclusion. L'Observatoire vise donc à combler ce déficit en produisant des connaissances contextualisées, en favorisant l'échange entre acteurs et en permettant d'influencer les politiques publiques. A travers l'Observatoire, il s'agit de :

- Assurer une **veille citoyenne** sur les politiques publiques de transition ;
- Promouvoir une **approche territorialisée et équitable** des mutations énergétiques et agricoles ;
- Fournir un **cadre d'analyse, de documentation et de diffusion** des bonnes pratiques en matière de transitions justes.

Cadre de concertation et de suivi : Promotion d'un processus participatif et ancré dans les réalités locales

La mise en place de l'Observatoire a résulté d'un processus itératif, inclusif et collaboratif. Plusieurs étapes clés ont jalonné sa création :

1. Diagnostic participatif :

ENDA ENERGIE a d'abord conduit un diagnostic multi-acteurs pour identifier les besoins, les lacunes en matière de données, et les enjeux propres à chaque territoire (urbain, rural, zones côtières, etc.). Ce processus a mobilisé des acteurs non étatiques, des communautés locales, des chercheurs, des décideurs politiques et des organisations de la société civile.

2. Concertation et co-construction :

Des ateliers, forums et groupes de discussion régionaux multi-acteurs ont permis d'élaborer les fondements conceptuels et méthodologiques de l'Observatoire relatifs à son déploiement, sa gouvernance, ses objectifs, sa mission et son fonctionnement. Une attention particulière a été accordée à l'inclusion des voix traditionnellement marginalisées (femmes, jeunes, agriculteurs, travailleurs informels, collectivités locales, paysans...) pour définir les attentes, les préoccupations et les besoins en matière de suivi et d'évaluation des transitions.

3. Définition des axes de veille :

L'Observatoire s'est doté de thématiques prioritaires telles que :

- la transition énergétique et l'accès équitable à l'énergie ;
- la résilience climatique et la justice environnementale ;
- les impacts sociaux des politiques de transition ;
- le rôle des acteurs non étatiques dans la gouvernance des transitions.

4. Mise en réseau et partenariat :

ENDA ENERGIE a établi des partenariats avec des institutions de recherche, des ONG africaines et internationales, et des plateformes de la société civile pour assurer un ancrage à la fois local et global.

Objectifs et perspectives

L'Observatoire se veut un **outil stratégique d'aide à la décision**, de **veille citoyenne** et de **renforcement des capacités**. Il vise à :

- Produire des données fiables, désagrégées et accessibles ;
- Analyser les politiques de transition à l'aune de la justice sociale ;

- Accompagner les acteurs territoriaux dans l'appropriation des enjeux de transition ;
- Proposer des recommandations fondées sur des évidences pour influencer les politiques publiques nationales et régionales.
- Améliorer l'engagement des acteurs non étatiques dans les transitions énergétique, agroécologique, industrielle et infrastructurelle.
- Accroître la transparence et améliorer le partage d'informations.
- Encourager la participation des acteurs à la définition, priorisation et mise en œuvre des trajectoires et projets/actions de transition.
- Faciliter un meilleur dialogue entre les acteurs étatiques et non étatiques.
- Développer des outils de suivi des transitions de manière participative.

Dans sa mise en œuvre, l'Observatoire entend contribuer à un suivi pluriel, et orienter les choix de transformations et actions proposées à tous les niveaux pertinents (national, territorial). Il s'agit aussi d'assurer la veille stratégique et se positionner comme force de proposition sur la mise en œuvre inclusive des programmes d'investissement, notamment celui du JETP.

Au niveau national et territorial, il constituera une opportunité de suivi des différentes transitions en cours pour assurer leur cohérence avec la vision à long terme (LTV) 2050 du Sénégal, et pour accompagner l'élaboration de la stratégie à long terme (LTS), en s'appuyant sur la contribution déterminée au niveau national (CDN) et sur tous les référentiels pertinents de la politique de développement du Sénégal.

En consolidant cet espace d'observation, d'alerte, de dialogue constructif et de plaidoyer, ENDA ENERGIE entend contribuer à une **transition énergétique et agro-écologique en Afrique centrée sur les besoins des populations**, soucieuse des équilibres environnementaux et fondée sur les principes de solidarité, d'équité et de durabilité.

Résultats attendus

- Augmentation de la sensibilisation des parties prenantes sur les transitions justes.
- Établissement d'un système de suivi et d'évaluation des progrès et des impacts des initiatives de transition.
- Engagement accru des acteurs non étatiques grâce à des consultations régulières et inclusives.
- Organisation d'événements pour le partage des connaissances et des meilleures pratiques aux niveaux national, régional et international.
- Production et diffusion d'études de cas et de solutions pratiques développées par les acteurs non étatiques.

DEUXIEME PARTIE : ACTIONS CLIMATIQUES



Au cours de ces deux dernières années, l'engagement de ENDA ENERGIE s'est manifesté à travers une approche intégrée touchant plusieurs axes prioritaires de l'action climatique. Sur la question des **Pertes et dommages**, ENDA ENERGIE a activement travaillé à documenter les impacts irréversibles du climat sur les communautés vulnérables, plaidant pour des mécanismes de compensation justes. Dans le domaine de la **justice climatique**, l'organisation a milité pour une répartition équitable des responsabilités et des ressources, en valorisant les voix des populations marginalisées dans les espaces décisionnels.

L'Adaptation menée localement (LLA) constitue l'un des piliers de ses interventions, à travers le renforcement des capacités communautaires et la co-construction de solutions fondées sur le savoir local. ENDA ENERGIE intègre également des mécanismes innovants tels que la **protection sociale adaptative** et notamment l'**assurance indicielle**, permettant de renforcer la résilience économique des ménages face aux aléas climatiques. Des résultats concrets montrent qu'en matière de **renforcement de la résilience climatique et d'insertion socio-économique**, l'organisation et ses partenaires sont parvenus à impulser une dynamique de transformation environnementale et sociale à travers une approche intégrée et participative de gestion des déchets.

Consciente de l'importance de l'information, de la sensibilisation, du dialogue politique et de la diplomatie climatique, l'organisation a organisé des événements phares tels que la Semaine Climat Énergie, en amont des Conférences des Parties, pour mobiliser les acteurs locaux, renforcer la

gouvernance climatique et stimuler le plaidoyer. Ainsi, par son engagement dans les négociations internationales, ENDA ENERGIE a activement participé dans les grandes arènes de discussion et négociation africaines et internationales en déployant sa **diplomatie climatique**, en portant les priorités africaines. À travers cette synergie d'actions, ENDA ENERGIE participe à la construction d'une transition écologique juste, inclusive et centrée sur les réalités des territoires.

1- PERTES ET DOMMAGES : QUELLE MÉTHODOLOGIE CONSENSUELLE POUR LE SÉNÉGAL ?

Contexte

Au cours des deux dernières décennies, les changements climatiques ont profondément affecté les systèmes de production économique, les cadres de vie, le patrimoine culturel et culturel, ainsi que les écosystèmes. Ces bouleversements ont engendré des pertes et dommages, à la fois économiques et



Ateliers décentralisés avec les acteurs étatiques et non étatiques à Saint-Louis et Dakar



non économiques, se chiffrant à plusieurs millions de dollars. Leur réparation et leur compensation nécessitent des investissements conséquents.

Dans le but de proposer des solutions durables aux communautés affectées et de renforcer la recherche scientifique sur les coûts liés aux pertes et dommages climatiques au Sénégal, ENDA ENERGIE a initié une série d'études en partenariat avec divers acteurs techniques et financiers. Ces travaux s'inscrivent dans des projets visant à faire avancer les connaissances sur l'opérationnalisation des mécanismes de financement pour les pertes et préjudices, en particulier dans les zones et auprès des populations les plus touchées.

Méthodologie et mise en œuvre

En l'absence d'un cadre méthodologique consensuel pour l'évaluation des pertes et dommages, ENDA ENERGIE a pris l'initiative de développer une approche adaptée au contexte sénégalais, avec une ambition d'applicabilité à l'échelle internationale. Ce travail s'est inscrit dans le cadre d'un projet financé par l'Institut de l'Environnement de Stockholm (SEI), mené en 2023 dans douze (12) communes du littoral sénégalais. L'objectif principal du projet était

d'élaborer et proposer une méthodologie permettant de quantifier les pertes et préjudices liés par l'érosion côtière dans les localités suivantes : Bargny, Yenne, Joal, Palmarin, Dionewar, Bassoul, Djirnda, Léona, Ndiébène Ngandiole, Gandon, Saint-Louis et Diama. Afin d'assurer un processus inclusif et participatif, plusieurs activités ont été réalisées :

- Réunions communautaires pour le partage de la méthodologie avec les acteurs locaux ;
- Ateliers techniques de validation avec les services déconcentrés concernés ;
- Visites de terrain et cartographie des sites touchés ;
- Collecte de données et évaluation communautaire des besoins de financement.

Dans cette dynamique, ENDA ENERGIE a également coordonné, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et de la Transition Écologique (METE), un atelier visant à élaborer une feuille de route nationale sur les pertes et dommages. Ce document servira de base à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des pertes et dommages.

Par ailleurs, un autre projet est en cours, mis en œuvre conjointement avec le Ministère de l'Environnement, le COMNAC, l'IIED et financé par l'AFD. Il s'agit d'une série d'études de cas sur les pertes et dommages causés par les inondations, la salinisation des sols, l'érosion côtière et la perte de biodiversité, respectivement dans les localités de Saint-Louis, Dionewar, Joal-Fadhiouth et Kafountine. Ces études contribueront également à la formulation de la stratégie nationale.

Résultats

L'évaluation des besoins de financement a permis de :

- Renforcer les capacités des communautés locales sur la compréhension des pertes et dommages liés au changement climatique ;
- Améliorer la perception de ces communautés de leur propre vulnérabilité ;
- Constituer une base de données géo-référencée des pertes et dommages, identifiés par les acteurs locaux dans les différentes zones étudiées ;
- Développer une méthodologie participative pour la quantification des pertes économiques et non économiques au Sénégal.

Perspectives

- Étendre les études à d'autres zones du pays pour mieux cerner l'ampleur des pertes et dommages ;
- Finaliser deux études de cas supplémentaires ;
- Réaliser une évaluation spécifique sur les impacts subis par les populations les plus vulnérables ;
- Élaborer une stratégie nationale sur les pertes et dommages ;





- Développer un mécanisme d'accès aux financements dédiés aux pertes et préjudices.

2- ASSURANCE INDICIELLE

Pour faire face à la vulnérabilité climatique du secteur primaire (agriculture, pêche, etc.) très tributaire aux conditions climatiques, un ensemble de mécanismes et instruments de financement et de couvertures des risques ont été développés notamment l'assurance. A l'échelle nationale, les trois types d'assurance sont regroupés en trois grandes classes : i) assurance par indemnisation, ii) assurance revenu et iii) assurance indicielle¹. L'assurance indicielle est un moyen de gérer les risques en créant un indice qui, à la place des dégâts effectifs, déclenche les indemnisations. Dès lors, il existe une forte corrélation entre l'environnement et l'indice. En effet, l'indice qui déclenche les indemnisations est supposé accessible, vérifiable et défini de manière transparente. Les acteurs ne doivent pouvoir en aucun cas influencer les valeurs qu'il peut prendre (ENDA ENERGIE, 2020).

Au Sénégal, l'assurance agricole indicielle garantit une indemnité payable à l'assuré pour les pertes de production résultant de déficit pluviométrique durant la saison des pluies. La couverture est liée à des récoltes spécifiées durant la période comprise entre le 1er juin et le 30 novembre à travers un contrat qui lie la CNAAS (l'assureur) et l'assuré (producteurs). Pourtant, à cause du déficit de l'accès à l'information, seule une infime partie des cibles sont enrôlés. Pour pallier cette limite, ENDA ENERGIE, a entrepris dans le cadre du projet MAP (Multi Actors Partnership/ PAM : Partenariat Multi-Acteurs) un travail de partage d'information et de formation. Dans un premier temps, un cadre de dialogue multi-acteurs sur le FARCC (Financement des Risques de Catastrophes Climatiques) a été mis en place. Ledit cadre présidé par la Direction de l'environnement, la Direction de la protection civile et la Direction de

l'assurance regroupe à la fois les acteurs étatiques et non étatiques. Il a permis de faire l'état des lieux du cadre institutionnel et les politiques et stratégies mises en œuvre à l'échelle nationale et régionale sur le financement climatique, l'assurance, les risques de catastrophes, les risques climatiques, les événements à effet lent.

De plus, le cadre a initié des réflexions autour des thématiques susmentionnées en vue d'une meilleure prise en compte des préoccupations des acteurs à la base dans l'élaboration des politiques nationales. Par ailleurs, dans la dynamique de renforcer l'accès à l'information et renforcer les capacités des acteurs à la base sur les types et polices d'assurance agricoles, ENDA ENERGIE a conduit une série de publications et de sessions de formation décentralisées pour toucher divers types d'acteurs à la base. Depuis 2019, ENDA ENERGIE a conduit une série d'études sur les instruments de gestion des risques de catastrophes climatiques à travers la documentation d'évidences sur les événements à évolution lente, le financement climatique ainsi que les pertes et préjudices et le déplacement des populations due à l'érosion côtière. Une approche qui consiste à renforcer le dialogue politique sur le FARCC très peu documenté avec des données de terrain probantes.

Conjointement, des ateliers de formations décentralisées sur le FARCC sont tenues avec la contribution de partenaires nationaux et régionaux qui s'activent dans le secteur (CNAAS, LBA, DEEC, DPC, DA, ARC, etc.). Ces sessions tenues au nord (Saint-Louis), à l'ouest (Dakar) au centre (Thiès et Fatick) et au Sud (Ziguinchor, Sédhiou et Kolda) du pays ont permis à plusieurs producteurs, pêcheurs et éleveurs d'échanger autour de thématiques clés. Elles ont également constitué de lieux de partage d'expériences entre acteurs locaux sur le développement de la micro assurance et de soulever les limites des produits d'assurance auprès de l'organisation de tutelle (CNAAS).



¹: Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, Note d'information sur l'assurance agricole au Sénégal, 2018

Toutefois, des recommandations sont formulées en vue de pallier les limites qui sont à l'origine de résiliation des contrats ou de non engagement d'autres producteurs.

3- ACCÉLÉRATION DE LA GESTION INTÉGRÉE DE LA RÉSILIENCE - AGIR

Le projet **AGIR Petite Côte**, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le consortium **ENDA ENERGIE, JVE Sénégal et IPSIA**, a enregistré des avancées majeures en matière de gestion durable des déchets, de résilience climatique et d'insertion socio-économique. À travers une approche intégrée et participative, AGIR a permis d'impulser une dynamique de transformation environnementale et sociale au sein de **11 communes** de la Petite Côte, avec des résultats concrets et prometteurs.

1. Sensibilisation et renforcement des capacités : des communautés mieux outillées

L'un des axes fondamentaux du projet a été le renforcement des capacités des acteurs locaux. **284 bénéficiaires, dont 172 femmes**, ont été formés à la gestion des déchets, à l'entrepreneuriat vert et à l'adaptation aux changements climatiques à travers **9 sessions de formation**. En complément, **1 127 personnes** ont bénéficié de **132 séances de coaching**, leur offrant un accompagnement technique et méthodologique pour structurer leurs initiatives et mettre en pratique les techniques et connaissances acquises lors des sessions de formation.

Pour ancrer durablement les changements de comportement, AGIR a misé sur la communication et l'éducation environnementale. **1000 exemplaires d'une bande dessinée** ont été produits et **114 émissions radios** diffusées pour sensibiliser les populations aux enjeux écologiques. Par ailleurs, **12 clubs LMT (Les Micro de la Transition)** ont été mis en place, impliquant les jeunes dans la promotion de pratiques écoresponsables.

2. Des infrastructures et des équipements renforcés pour une meilleure gestion des déchets

Afin d'améliorer la collecte et la valorisation des déchets, le projet a investi dans des infrastructures et des équipements adaptés. Plus de **9 000 poubelles et 270 big bacs** ont été distribués, facilitant ainsi le tri et la gestion des déchets ménagers. **13 tricycles** ont été mis à disposition pour optimiser la collecte, tandis que **120 kits de protection** (tenues, bottes, masques, etc.) ont été fournis aux travailleurs du secteur.

Dans une optique d'économie circulaire, **6 jardin-écoles** ont été créés, mettant en avant la réutilisation des déchets organiques pour fertiliser les sols. En vue

de renforcer les capacités locales de transformation et de commercialisation, le projet a également mis en place **3 kiosques, 24 claies de séchage, 20 perchons flotteurs, 2 fours et 10 tentes**. Ces équipements permettent aux entrepreneurs et aux groupements de femmes de développer leurs activités dans des conditions optimales.

3. Économie circulaire et emploi : un levier d'insertion sociale et économique

Le projet AGIR a placé l'insertion socio-économique au cœur de ses interventions en structurant des filières de valorisation des déchets et en soutenant l'entrepreneuriat local. Ainsi, **15 entreprises sociales** de gestion des déchets ont vu le jour, accompagnées de **9 groupements de femmes** spécialisés essentiellement dans la transformation des produits halieutiques de Bargny à Joal.

Cet écosystème a généré **68 emplois directs et 245 emplois indirects**, renforçant l'autonomie économique des populations locales. Par ailleurs, **24 business models** et outils de gestion spécifiques aux métiers verts ont été développés, garantissant la viabilité des initiatives.

Les résultats obtenus en matière de commercialisation des déchets témoignent de l'efficacité du dispositif mis en place : alors qu'en **2021, seulement 10 tonnes** de déchets étaient valorisées, ce chiffre a atteint **32 tonnes en 2024**, traduisant une montée en puissance des filières de recyclage.

4. Gouvernance locale et plaidoyer : vers une gestion durable et inclusive

AGIR ne se limite pas aux aspects techniques et économiques ; le projet intègre également un travail de structuration des politiques locales. Ainsi, **24 plans d'actions** ont été élaborés en partenariat avec les municipalités pour pérenniser la gestion durable des déchets.

Un autre jalon important du projet a été la mise en place de l'**Observatoire communautaire du littoral Seytu Tefes**, qui joue un rôle clé dans la surveillance et la préservation des écosystèmes côtiers. Ce dispositif, piloté par les communautés locales, renforce leur engagement dans la protection de leur environnement et sert d'interface avec les autorités.

Un impact durable et des perspectives prometteuses

Grâce au soutien financier de l'Union Européenne et à l'engagement du consortium **ENDA ENERGIE, JVE Sénégal et IPSIA**, le projet AGIR a su démontrer qu'une gestion inclusive et innovante des déchets peut être un moteur de développement local. En misant sur la formation, l'équipement, l'entrepreneuriat et la

gouvernance participative, AGIR s'impose comme un modèle de transition écologique et sociale sur la Petite Côte.

L'ampleur des résultats obtenus témoigne du potentiel transformateur du projet, dont l'impact continuera à se renforcer dans les années à venir.

Formations

De 2023 à 2024 le programme d'accélération de la Gestion intégrée de la résilience climatique de la petite côte (AGIR) a réalisé des formations techniques et managériales. Les tableaux ci-dessus récapitulent les thèmes de formation, le genre et la pertinence des choix selon les diagnostic préétablis.



Ateliers décentralisés avec les acteurs étatiques et non étatiques à Saint-Louis et Dakar

1- FORMATIONS MANAGERIALES

THEMES	Nombre de Participants	Hommes	Femmes	Pertinence
Formation sur la Dynamique organisationnelle	29	17	12	Utile pour améliorer la compréhension des structures organisationnelles et renforcer l'efficacité.
Élaboration de BMC et Plan d'action	34	20	19	Aide les participants à structurer leurs projets de manière pragmatique
Formation sur l'éducation financière et la gestion des outils comptables et administratifs	27	11	16	Cruciale pour améliorer la gestion financière des participants, leur apportant des compétences pratiques.
Formation sur l'entrepreneuriat, leadership et développement personnel	24	14	10	Favorise la prise d'initiative et les compétences en leadership, particulièrement valorisées dans un contexte entrepreneurial.
Formation sur le marketing et la détermination des prix	37	25	12	Permet aux entrepreneurs de se positionner correctement sur le marché, indispensable pour la réussite.

2- FORMATIONS TECHNIQUES

THEMES	Nombre de Participants	Hommes	Femmes	Pertinence
Formation sur la gestion des déchets	37	24	13	Important pour adopter des pratiques écologiques et durables.
Formation sur le micro jardinage et techniques de compostage	26	13	13	Contribue à la durabilité et à l'auto-suffisance, pertinent pour les participants ayant un terrain.
Formation sur la qualité, hygiène et techniques modernes de transformation	35	23	12	Cruciale pour garantir la sécurité et la qualité des produits halieutiques.
Formation sur la saponification et la javellisation.	35	25	10	Permet d'acquérir des compétences pratiques en produits ménagers, intéressant pour les participants



3- ANALYSE DE LA PERTINENCE DES FORMATIONS

- **Alignement avec les besoins des participants :** Les formations ont été choisies en tenant compte des besoins identifiés au sein des communautés et des groupes cibles, avec une forte inclusion des femmes.
- **Partage des compétences :** Le mélange de formation managériale et technique offre un équilibre qui permet aux participants de développer à la fois des compétences en leadership ainsi que des compétences pratiques.
- **Impacts mesurables :** Les compétences acquises par les participants peuvent directement influencer leur employabilité et la gestion efficace de leurs activités économiques.
- **Égalité des genres :** La répartition entre hommes et femmes indique un intérêt commun pour ces thématiques, ce qui est un bon indicateur pour l'inclusivité des formations.

Ces formations, par leur diversité et leur pertinence, ont non seulement contribué à développer les compétences des participants, mais également à renforcer la communauté dans son ensemble. Un suivi est envisagé pour mesurer durablement l'impact de ces formations sur les participants.

4. PROCESSUS DE DIALOGUE POLITIQUE ET DE PROSPECTIVE TECHNIQUE

Co-construction de la Stratégie de long-terme de développement sobre en carbone et résilient au changement climatique 2050 du Sénégal (LTS)

Contexte

En complément aux politiques et stratégies en matière de résilience climatique et de lutte contre les changements climatiques (notamment la Contribution Déterminée au niveau National - CDN, 2020), le Sénégal s'est engagé dans une dynamique de développement durable, incarnée par la vision stratégique « Sénégal 2050 ».

Cependant, cette ambition se heurte à une vulnérabilité climatique croissante, touchant de manière significative les principaux secteurs économiques. Cette situation se manifeste notamment par une baisse continue de la production agricole — avec une diminution attendue de plus de 30 % de la production céréalière d'ici 2025 —, la raréfaction des ressources fourragères et la dégradation accélérée des terres.

Pour répondre efficacement à ces défis, il est essentiel de repenser les approches de planification du développement, en y intégrant les dimensions de résilience et de réduction des effets du changement climatique. Une vision prospective s'avère indispensable, prenant en compte les transformations systémiques requises pour réussir les transitions énergétique, agroécologique, infrastructurelle et industrielle, dans un contexte inédit d'exploitation des ressources pétrolières et gazières.

Conformément à l'Article 4.19 de l'Accord de Paris, les pays sont invités à formuler et à communiquer leur stratégie de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre (LT-LEDS ou LTS). Dans ce sens, le Pacte de Glasgow sur le

climat (2021) — en particulier les paragraphes 32 à 35 —, ainsi que la décision de la CMA 4 adoptée à Charm El-Cheikh (paragraphes 24 et 25), soulignent l'importance de l'élaboration de ces stratégies et leur nécessaire alignement avec les CDN pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour assurer une mise en œuvre cohérente et durable de ce triptyque **résilience climatique** – développement durable – **sobriété carbone**, le Sénégal, à travers le Ministère de l'Environnement et de la Transition Écologique (METE) et le Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines (MEPM), a lancé en mars 2022 une initiative de co-construction d'une stratégie de développement bas-carbone et résilient au climat.

Cette initiative bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement (AFD) via la Facilité 2050, ainsi que de l'African Climate Foundation (ACF). Elle est conduite par ENDA Energie (Sénégal) en partenariat avec l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations

Internationales, France). Ce processus s'inscrit dans un cadre plus large, également mis en œuvre dans d'autres pays africains, tels que le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Depuis son lancement, plusieurs avancées notables ont été enregistrées :

1. Mise en place d'un dispositif méthodologique et institutionnel pour la co-construction des trajectoires de transition, structuré autour de :

- la tutelle conjointe des ministères METE et MEPM ;
- un groupe de cinq ambassadeurs, choisis pour leur leadership et leur rôle d'orientation stratégique ;
- cinq groupes thématiques centrés sur les piliers de la transformation systémique (transition énergétique ; transition agricole, gestion des terres et des ressources en eau ; transition infrastructurelle ; transition industrielle) et un groupe transversal (changement climatique et Objectifs de Développement Durable).



Figure 1 : Les étapes de co-construction de la LTS du Sénégal

2. Élaboration, en 2023 lors de la COP28, de la Vision à Long Terme (LTV) du Sénégal, première étape vers la LTS, formulée comme suit : « En 2050, le Sénégal est un pays prospère, porté par une économie intégrée, inclusive, résiliente et sobre en carbone. » Cette vision a été construite à partir des travaux des groupes thématiques techniques, aboutissant :

- au cadrage des enjeux et à la définition des visions de transition ;
- à l'identification des transformations nécessaires et des leviers d'action ;
- à la conception et à la stabilisation de scénarios de transition.

3. Contribution stratégique à l'élaboration de documents et politiques nationales tels que la Stratégie Nationale de Transition Écologique (en cours), la révision de la CDN, le JETP, etc.

4. En cours : élaboration de la Stratégie de Développement à Long Terme (LTS) du Sénégal.

5. DIPLOMATIE CLIMATIQUE DE ENDA ENERGIE DE LA COP28 À LA COP29

La Semaine Climat-Énergie : une alternative de diplomatie climatique pour les acteurs non étatiques

La Semaine Climat-Énergie, initiée en 2022 par ENDA ENERGIE et organisée chaque année, s'impose comme une plateforme annuelle d'échanges, d'apprentissage et de partage de connaissances, d'expériences et de solutions autour des changements climatiques au Sénégal et en Afrique. L'événement réunit à chaque édition plus de 400 participants issus de divers horizons : société civile, collectivités locales, gouvernements, organisations communautaires de base, universitaires, parlementaires, secteur privé, etc.

Déroulée sur cinq (5) jours, dont deux consacrés au segment national et trois au segment régional – la Semaine aborde un large éventail de thématiques : territorialisation de l'action climatique, résilience sociale, innovations communautaires et adaptation menée localement (LLA), transitions justes et durables, filières vertes pour une économie territoriale inclusive, gouvernance intercommunale, gestion durable des ressources naturelles, financements endogènes du climat et attractivité des territoires. En 2023, le thème retenu était « **Une transition juste et durable portée par les acteurs non étatiques** » ;

et en 2024 « Les actions locales pour une sobriété carbone et une résilience climatique ».

Généralement organisée au début du second semestre, la Semaine Climat-Énergie intervient à un moment stratégique de l'année. Elle permet à la fois de dresser un bilan de la mise en œuvre des décisions issues de la Conférence des Parties (COP) précédente et de co-construire des recommandations en perspective de la COP à venir et d'autres rendez-vous climatiques majeurs (Semaine africaine du climat, Sommet africain sur le climat, etc.). L'objectif est de faire émerger des positions communes, portées conjointement par les gouvernements et les acteurs non étatiques.

À titre d'exemple, certaines de ces positions ont été relayées au plus haut niveau par des Chefs d'État, notamment sur la question du financement. Dans une logique de justice climatique, ceux-ci ont incité leurs pairs à la reconnaissance de la dette climatique comme un frein majeur au développement socio-économique. En effet, le recours croissant aux prêts risque d'alourdir davantage le poids de la dette, particulièrement pour les pays disposant de ressources financières limitées.

Les débats ont mis en lumière la richesse et la pertinence des échanges, notamment autour des solutions d'adaptation, de l'agroécologie, du pompage solaire et de la valorisation des chaînes de valeur agrosylvopastorales. Les contributions variées - émanant de représentants gouvernementaux, d'organisations paysannes, d'associations de femmes et de jeunes, d'ONG nationales et internationales, de chercheurs et du secteur privé - ont permis d'explorer des pistes concrètes pour renforcer la résilience des territoires, des communautés et des écosystèmes.

En définitive, la **Semaine Climat-Énergie** constitue un rendez-vous stratégique qui favorise la construction d'alliances entre acteurs étatiques et non étatiques. Elle offre une tribune aux communautés affectées par les changements climatiques pour faire entendre leurs préoccupations et les porter dans les grandes instances internationales, notamment les COP. Chaque édition se conclut par une déclaration synthétisant et valorisant les propositions et recommandations issues des discussions (cf.

Déclaration de Saly 2023

< <https://bit.ly/4oSseLv> >

Déclaration de Saly 2024

< <https://bit.ly/4aYtERc> >).

²: Tous les rapports de la Semaine Climat-Energie sont disponibles à l'adresse : <https://endaclimateweek.com/rapports/>.

Une mobilisation active en amont des négociations

Au cours de ces deux dernières années, ENDA ENERGIE a poursuivi son engagement actif dans la préparation et la participation aux négociations internationales sur les changements climatiques, en prenant toujours à cœur les sujets importants d'influence politique. Elle a ainsi déployé une diplomatie climatique proactive à travers sa participation à plusieurs rendez-vous clés de l'agenda climatique mondial et africain, notamment :

- **les sessions intermédiaires de la CCNUCC à Bonn** elle a contribué à la réflexion sur les modalités de mise en œuvre du Bilan Mondial (Global Stocktake), les mécanismes de financement climatique, et la reconnaissance du rôle central de l'Afrique dans les solutions basées sur les énergies renouvelables et l'adaptation ;
- **le Sommet africain sur le climat (Kenya, septembre 2023)** : ENDA ENERGIE a participé à la formulation de messages communs portés par la société civile africaine, en lien avec l'Initiative Africaine pour l'Énergie Renouvelable et l'Alliance pour une transition juste ;
- la participation aux **espaces de coordination avec les coalitions panafricaines** (PACJA, ACSEA, CAN-Afrique).

COP 28 : Une préparation structurée et collaborative

En amont de la COP28, ENDA ENERGIE a organisé la deuxième édition de sa Semaine Climat & Énergie, en partenariat avec Oxfam et Natural Justice. Cet événement visait à mobiliser les acteurs non étatiques autour des enjeux de justice climatique et à élaborer une feuille de route commune vers la COP28.

Le processus préparatoire à la COP28 a été guidé par une démarche multipartite à plusieurs niveaux. ENDA ENERGIE a coordonné et contribué à plusieurs initiatives clés, notamment :

- **L'organisation de consultations nationales et sous-régionales** visant à recueillir les positions des acteurs non-étatiques, les communautés locales, OSC, jeunes, et femmes. Ces rencontres ont permis de faire remonter les priorités des populations des pays du Sud dans les négociations climatiques, en particulier celles des plus vulnérables ;
- **La formulation de notes de position**, co-construites avec les partenaires du Réseau Climat & Développement (RC&D) et de l'Alliance

Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) notamment, sur des thématiques cruciales telles que le financement climatique, le mécanisme Pertes et Dommages, la transition énergétique, et l'adaptation ;

- **L'appui technique aux délégations nationales africaines**, notamment à travers des séances de renforcement de capacités sur les enjeux des négociations, la coordination stratégique des positions africaines et l'assistance technique aux négociateurs au cours de la conférence.

COP29 : Préparation technique, alliances stratégiques et production de connaissances

En préparation de la COP29, ENDA ENERGIE a organisé la troisième édition de sa Semaine Climat et Énergie à Dakar. Cet événement a rassemblé des acteurs locaux, des collectivités territoriales et des partenaires internationaux pour discuter des enjeux climatiques et élaborer une feuille de route commune vers la COP29. Les discussions ont mis en lumière la nécessité de renforcer les capacités techniques et institutionnelles des gouvernements locaux pour améliorer l'accès et la gestion des financements climatiques.

Dans cette perspective de la COP29, ENDA ENERGIE a :

- **Coordonné des ateliers multi-acteurs nationaux et régionaux**, afin de préparer la contribution africaine au Bilan Mondial, et de mobiliser les parties prenantes autour des priorités climatiques africaines ;
- **Développé des notes de position, policy briefs et études de cas** qui alimentent les négociations, notamment sur la finance climatique, l'atténuation juste, et les mécanismes de compensation ;
- **Consolidé des partenariats stratégiques** avec des think tanks, des agences de coopération et des acteurs non étatiques du Nord et du Sud, afin d'amplifier la voix africaine dans les négociations.

Participation engagée à travers un plaidoyer renforcé

À la 28^e Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques (COP28) tenue à Dubaï (Émirats Arabes Unis) en décembre 2023, ENDA ENERGIE s'est positionnée comme un acteur clé de la diplomatie climatique africaine, en particulier dans la promotion des droits des

communautés vulnérables, l'accès à l'énergie durable et la justice climatique. À la COP29 de Bakou (Azerbaïdjan) en 2024, l'organisation a activement participé aux négociations, en mettant l'accent sur l'importance d'une transition énergétique juste pour les pays africains.

Une présence active et influente à Dubaï

À la COP28, ENDA ENERGIE a été présente à travers une délégation pluridisciplinaire composée d'experts en énergie, changement climatique, genre, finance et gouvernance environnementale.

L'organisation a :

- **Co-organisé et animé plusieurs événements parallèles dits 'side-events' de haut niveau** dans les pavillons Afrique, Francophonie, et société civile, sur les thématiques de la transition énergétique juste, la gouvernance climatique décentralisée, les solutions endogènes et le rôle des communautés locales dans l'adaptation.
- **Renforcé sa visibilité et son plaidoyer au sein des coalitions africaines et internationales**, en mobilisant des alliances stratégiques avec des acteurs de la société civile, des institutions africaines, des bailleurs et des think tanks.
- **Contribué aux discussions sur l'opérationnalisation du Fonds Pertes et Dommages**, en insistant sur l'équité, l'accessibilité directe pour les communautés vulnérables, et le renforcement des capacités institutionnelles locales.

ENDA ENERGIE a également elle-même organisé ou participé à plusieurs événements parallèles sur :

- **Pertes et dommages au Sénégal** : Un side-event dédié aux impacts du changement climatique sur les zones côtières sénégalaises, mettant en lumière une étude sur les besoins financiers pour y faire face ;
- **Autonomisation des femmes** : Participation à un événement de la BOAD, où les initiatives de l'ONG en faveur de l'autonomisation économique des femmes ont été présentées ;
- **Vision à Long Terme du Sénégal** : Présentation officielle de la LTV lors de la journée dédiée au Sénégal, avec la participation d'autorités nationales et d'acteurs non étatiques ;
- **Habitat durable en Afrique** : Intervention du directeur lors d'un événement sur la convergence des agendas internationaux pour un habitat durable, dans le cadre de la feuille de route de Yaoundé.

Une participation engagée à Bakou

À Bakou, ENDA ENERGIE a activement participé aux négociations, en mettant l'accent sur l'importance d'une transition énergétique juste pour les pays africains. Dans ce cadre, les prochaines générations de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) doivent s'inscrire dans une stratégie bas carbone à long terme, stable et adaptée aux réalités locales.

ENDA ENERGIE a également collaboré avec des partenaires tels que le Groupe des Pays les Moins Avancés (PMA) et l'Initiative LIFE-AR pour promouvoir des solutions climatiques inclusives et équitables.

En s'appuyant sur ce travail préparatoire, ENDA ENERGIE a joué un rôle stratégique à la COP29:

- en intégrant les délégations officielles du Sénégal et de la société civile africaine ;
- en co-organisant des **événements parallèles (side-events)** sur l'adaptation, la transition énergétique et le financement climatique équitable ;
- en valorisant les **solutions communautaires et endogènes africaines**, avec un accent particulier sur les innovations portées par les jeunes et les femmes.

Impact et perspectives

La participation d'ENDA ENERGIE à la COP28 a renforcé sa position comme acteur clé de la diplomatie climatique africaine. À travers ses actions, l'organisation a contribué à faire avancer des propositions concrètes et inclusives dans l'agenda global sur le climat. Cette participation active illustre son engagement en faveur d'une transition énergétique juste, centrée sur l'équité, l'inclusion et la résilience des communautés africaines. Son approche collaborative et ses actions concrètes renforcent la voix des acteurs non étatiques dans les négociations climatiques internationales.

Par ailleurs, cette participation a permis de :

- Tisser de nouveaux partenariats stratégiques, notamment autour de la mise en œuvre du Global Goal on Adaptation (GGA) et du programme d'accélération de la transition énergétique en Afrique.
- Réaffirmer son rôle dans la structuration du dialogue Sud-Sud et l'influence des pays africains dans les espaces de négociation climatique.

- Poser les bases pour un engagement renforcé en vue de la COP29, avec une priorité donnée au suivi de l'engagement sur le financement climatique, l'accès direct et l'opérationnalisation des décisions de Dubaï.

À l'issue de la COP29, ENDA ENERGIE a organisé un débriefing pour évaluer les avancées et les défis rencontrés lors des négociations. L'évaluation a permis de souligner l'importance de renforcer la solidarité internationale et de mobiliser des ressources financières adéquates pour soutenir les efforts d'adaptation et de résilience des communautés vulnérables.

ENDA ENERGIE continue de plaider pour une gouvernance climatique inclusive, où les voix des communautés locales sont entendues et prises en compte dans les décisions internationales. L'organisation prépare déjà sa participation à la COP30, avec l'ambition de renforcer les engagements en faveur d'une transition énergétique juste et durable pour l'Afrique.

Le bilan 2023–2024 de la diplomatie climatique d'ENDA ENERGIE témoigne d'un engagement fort, stratégique et cohérent avec sa vision. En tant qu'interface entre les communautés, les États et les espaces de décision internationale,

ENDA ENERGIE reste déterminée à porter la voix des plus vulnérables dans les arènes de négociations climatiques, en alliant expertise technique, plaidoyer politique et ancrage communautaire. Fidèle à sa mission de justice climatique et de transition énergétique juste, l'organisation a mené une participation proactive, inclusive et influente dans les espaces de négociation et de plaidoyer internationaux. Elle a ainsi consolidé son rôle stratégique d'acteur clé de la diplomatie climatique africaine, en assurant une articulation efficace entre les dynamiques locales, nationales, régionales et globales. Son engagement constant et son expertise technique font d'elle une voix incontournable dans la construction d'une transition juste et inclusive vers un avenir résilient au changement climatique.



Atelier de débriefing COP29 Dakar

NOS RÉSEAUX



ENDA TM : Promotion de sociétés plus justes et plus équitables, plurielles et inclusives pour un changement politique économique et social.



RESEAU CLIMAT ET DEVELOPPEMENT : Renforcer l'influence de la société civile et des délégués africains francophones dans les négociations internationales sur le climat. Assurer la prise en compte des enjeux de développement dans les politiques au niveau africain.



DRYNET : Renforcement des capacités des réseaux des organisations de la société pour le développement des terres arides



CAN INTERNATIONAL : Plaidoyer, sensibilisation, renforcement des capacités et mobilisation des organisations de la société civile sur les questions climatiques aux niveaux national, régional, international



INFORSE : Réseau international des organisations de la société civile pour la promotion de l'accès aux services énergétiques, et des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.



ENERGIA : RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE GENRE ET L'ÉNERGIE DURABLE (ENERGIA) : Promouvoir l'équité genre et prise en compte des sujets des femmes dans le politiques et projets énergétiques ; ENDA ENERGIE en ai le point focal région



WEST AFRICAN ALLIANCE ON CARBON MARKET AND CLIMATE FINANCE : L'Alliance vise à améliorer la position des pays d'Afrique de l'Ouest pour qu'ils puissent participer aux marchés internationaux de carbone, bénéficier du transfert de technologie et accéder à un financement basé sur les résultat pour la mise en œuvre des CDN.



GNDR : Le Réseau mondial des organisations de la sociétés civiles pour la réduction des catastrophes (GNDR) est le plus vaste réseau international d'organisations qui s'engagent pour améliorer la vie

NOS PARTENAIRES



Ambasáid na hÉireann | An tSeineagáil
Embassy of Ireland | Senegal
Ambassade d'Irlande | Sénégal







ENDA ENERGIE



54 rue Carnot - BP 3370 - Dakar



+221 33 842 98 50



endaenergie@endaenergie.org



www.endaenergie.org



[@enda.energie](https://www.facebook.com/enda.energie)



[@enda.energie](https://twitter.com/enda.energie)



[Enda energie](https://www.linkedin.com/company/Enda%20energie)



[@endaenergie](https://www.instagram.com/endaenergie)